



**North Carolina Department of Commerce  
Division of Employment Security  
Unemployment Insurance**



L'Etat de North Carolina  
La Commission de Révision

DANS L'AFFAIRE

Décision de l'Autorité Supérieure n °

À l'attention de:

Demandeur

Employeur

Conformément au statut N.C.GEN.STAT. §96–15 (e), cette affaire a comparu devant la Commission de révision (« Commission) à la suite de l'**appel de** contre (une décision) (une ordonnance de rejet) de l'Arbitre d'Appels concernant le Dossier d'appel No.

N.C. GEN. STAT. §96–15 C, dans une partie pertinente, stipule:

Chaque fois que l'on interjette appel la décision de l'Arbitre d'Appels ou de l'Agent d'audience; le parti appelant doit présenter une déclaration écrite claire contenant les motifs de l'appel dans le délai imparti par la loi pour former appel, et si une telle déclaration n'est pas soumise dans les délais, la Commission de révision peut rejeter l'appel.

Conformément à 04 N.C. Admin. Code 24C .0501, il ressort du dossier que les partis ont été informés de la nécessité des « motifs » à la page de la (décision) (ordonnance) de l'Arbitre d'Appels, envoyé à tous les partis intéressés le . Les informations suivantes sur les droits d'abrogation y étaient mentionnées:

Cette décision est la décision finale de la Division, à moins dans les dix (10) jours suivant l'envoi par la poste, le parti appelant soumette une déclaration écrite et sans ambiguïté, contenant les motifs de l'appel. Si une telle déclaration n'est pas soumise dans les délais, l'appel peut être rejeté.

Il apparaît également dans les dossiers que la déclaration textuelle suivante a été reçue de (demandeur) (employeur):

La déclaration ci-dessus n'indique en aucun cas les motifs qui ont suscités l'appel (du demandeur) (de l'employeur). Par conséquent, elle ne répond pas à l'exigence obligatoire du statut N. C. Gen. Stat. §96–15 C et du code 04 N.C. Admin.

**Aidez-nous à prévenir la Fraude d'Interface Utilisateur en répondant en temps opportun et avec exactitude aux demandes d'informations**



**North Carolina Department of Commerce  
Division of Employment Security  
Unemployment Insurance**



Code 24C. 0501 qui demandent qu'une déclaration écrite et sans ambiguïté des motifs de l'appel soit déposée. L'appel peut être rejeté pour cette raison. La Commission, à sa discrétion, conclut que l'appel sera rejeté.

L'appel de () est **REJETÉE**.

La (décision) (l'ordonnance de rejet) de l'Arbitre d'Appels est **DÉFINITIVE**.

Les membres de la Commission de Révision  
participé à cet appel et approuvent cette décision.

Le (DATE).

LA COMMISSION DE RÉVISION

---

Susan Doe

Président au nom de la Commission de Révision

**REMARQUE:** Cette décision de l'Autorité Supérieure deviendra définitive trente (30) jours après l'envoi du courrier à moins qu'une demande de révision judiciaire soit déposée auprès de la Cour supérieure, comme indiqué ci-dessous. La date d'envoi du courrier se trouve à la dernière page de la présente décision. Bien que la commission ne donne pas de conseils juridiques, vous trouverez ci-joint une brochure pour une orientation sur la façon d'interjeter appel une décision de l'Autorité Supérieure. La brochure est disponible dans les bureaux publics de l'emploi sur l'étendue de l'État, et sur site Web de Division of Employment Security. Vous pouvez également consulter la section Foire aux questions du site Web de Division of Employment Security [www.des.nc.gov](http://www.des.nc.gov) et consulter un avocat de votre choix.

**Aidez-nous à prévenir la Fraude d'Interface Utilisateur en répondant en temps opportun et avec exactitude  
aux demandes d'informations**



**North Carolina Department of Commerce  
Division of Employment Security  
Unemployment Insurance**



**LES DROITS D'APPEL POUR UNE RÉVISION JUDICIAIRE**

Les appels contre cette décision de l'Autorité Supérieure doivent être déposés auprès du greffier de la Cour supérieure par le pétitionnaire dans le comté où il ou elle réside, ou dans laquelle le pétitionnaire a son principal établissement. Si un parti ne réside pas dans un comté ou n'a pas de principal établissement dans un comté de North Carolina, les appels doivent être déposés auprès du greffier de la Cour supérieure du comté de Wake, North Carolina ou avec le greffier de la Cour supérieure

du comté de North Carolina où la controverse est survenue.

Cette décision de l'Autorité Supérieure deviendra définitive trente (30) jours après l'envoi du courrier à moins qu'une demande de révision judiciaire soit déposée en temps opportun auprès de la Cour Supérieure conformément au statut N.C. Gen. Stat. §§ 96-15(h) and (i).

Des copies des requêtes de Révision Judiciaire déposées auprès du greffier de la Cour Supérieure doivent être envoyées à Division of Employment Security (« Division ») et à tous les partis impliqués à la procédure dans les dix (10) jours suivant le dépôt de la requête. Les copies de la demande doivent être remises en personne ou envoyées par courrier, avec accusé de réception. La demande de révision judiciaire par la Cour supérieure doit être envoyée et adressée à l'agent agréé aux fins de procédure de la Division:

John Q Lawyer  
Conseiller général  
North Carolina Department of  
Commerce Division of Employment  
Security  
Post Office Box 25903  
Raleigh, NC 27611-5903

**REMARQUE:** Si vous recevez une requête en révision judiciaire par un autre parti, vous ne serez pas considéré comme un parti à la procédure de révision judiciaire à moins que vous: (1) N'avisez la Cour supérieure dans les dix (10) jours après avoir reçu la pétition que vous voulez être un parti à la procédure, ou (2) Ne déposez une requête en vue d'intervenir comme cela est prévu dans N.C. Gen. Stat. § 1A-1, Article 24.

**AVIS A TOUS LES PARTIS INTÉRESSÉS**

Un représentant légal tel que défini dans 04 N.C. Admin. Code 24A .0105(32) (y compris des personnes d'une société tiers engagées en tant qu'administrateur de l'assurance-chômage d'un employeur) doit être un avocat agréé, ou une personne supervisée par un avocat agréé conformément au statut N.C. Gen. Stat. Ch. 84 and § 96-17(b). L'avis et / ou la certification de supervision de l'avocat doivent être faits par écrit, conformément à 04 N.C. Admin. Code 24C .0504. **La représentation légale dans une procédure judiciaire doit être conforme au statut N.C. Gen. Stat. Ch. 84.**

Conformément à 04 N.C. Admin. Code 24C .0504, lorsqu'un parti a un représentant

**Aidez-nous à prévenir la Fraude d'Interface Utilisateur en répondant en temps opportun et avec exactitude aux demandes d'informations**



**North Carolina Department of Commerce  
Division of Employment Security  
Unemployment Insurance**



légal, tous les documents ou les informations qui doivent être fournis au parti seront envoyés au représentant légal. Les informations fournies au représentant légal d'un parti auront la même force et le même effet que si elles avaient été envoyées directement au parti.

**Pour les réclamations déposées à compter du 30 Juin 2013, les demandeurs doivent rembourser les prestations reçues de toute décision administrative ou judiciaire qui est par la suite renversée en appel. NC général Stat. § 96-18 (g) (2).**

Date de l'Appel:

Date d'envoi de la Décision:

**Aidez-nous à prévenir la Fraude d'Interface Utilisateur en répondant en temps opportun et avec exactitude aux demandes d'informations**